

4 novembre 2025

Débat d'Orientations Budgétaires

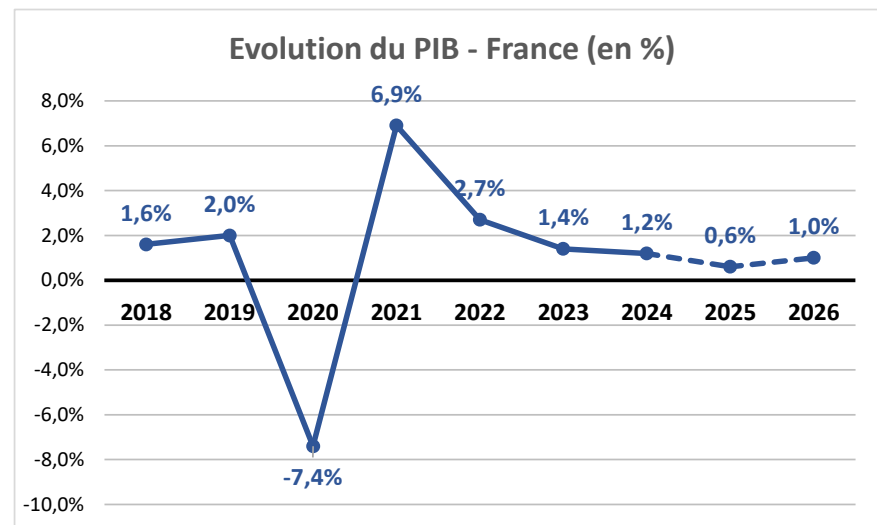
2026

PARTIE 1

Le contexte économique et législatif

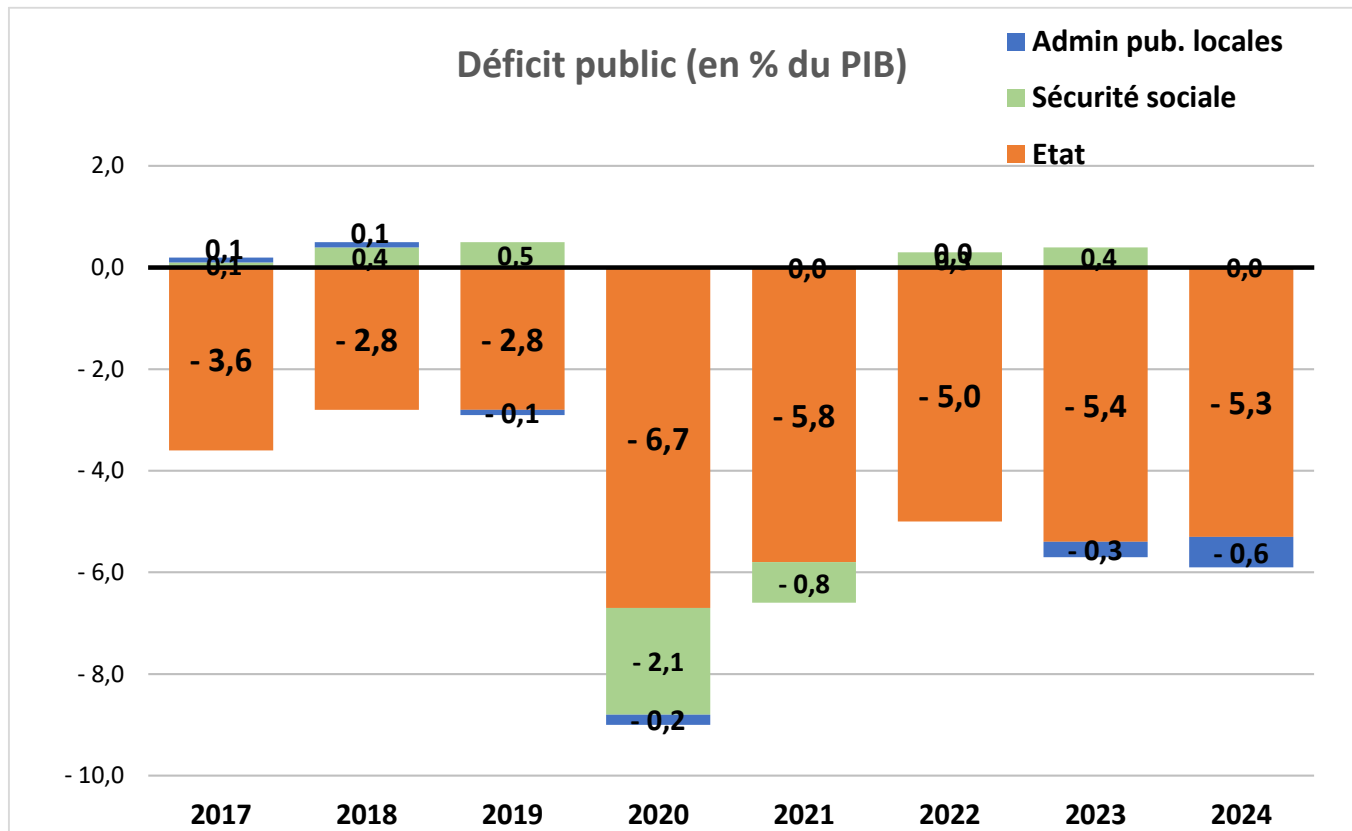
1 – Le contexte économique et législatif

Un contexte économique marqué par une inflation qui est revenue autour de 1 % et une faible croissance du PIB.



1 – Le contexte économique et législatif

Un déficit public qui reste à un niveau élevé



1 – Le contexte économique et législatif

Le projet de loi de finances pour 2026 n'avait pas encore été présenté au moment de la rédaction du rapport d'orientations budgétaires.

Le PLF 2026 présenté par le gouvernement le 13 octobre prévoit notamment :

- ✓ Le doublement du DILICO qui passe de 1 à 2 Md€, la part des communes passant de 250 M€ à 720 M€. Le nombre de communes contributrices passerait de 1 924 à environ 4 000 par l'élargissement du critère d'éligibilité (communes dont l'indice synthétique est supérieur à la moyenne contre 110 % de la moyenne en 2025).
- ✓ Diminution de 25 % de la compensation de l'exonération de 50 % de la taxe foncière des établissements industriels.
- ✓ La suppression du FCTVA pour les dépenses fonctionnement.
- ✓ La baisse du fonds vert à 650 M€ (1,15 Md€ en 2025).
- ✓ Le gel de la DGF

PARTIE 2

Les orientations 2026 du budget principal

2 – Les orientations 2026 du budget principal

L'évolution rétrospective de la section de fonctionnement

(en millions d'euros)	2020	2021	2022	2023	2024	Montant 2024 / hab	moyenne strate
Recettes réelles de fonctionnement	72,59	74,61	78,97	85,15	88,88	1 828 €	1 756 €
dont impôts locaux	52,35	53,97	56,78	59,20	62,54	1 287 €	1 202 €
dont concours de l'Etat	12,35	11,72	12,04	12,21	12,44	256 €	266 €
dont ventes de biens et services	6,00	6,58	7,36	9,75	9,60	198 €	145 €
Dépenses réelles de fonctionnement	59,44	61,03	70,30	73,33	74,11	1 525 €	1 514 €
dont frais de personnel	35,14	35,59	38,78	43,29	45,27	931 €	906 €
dont achats et charges externes	13,06	13,94	19,08	18,93	16,70	344 €	355 €
dont dépenses d'intervention	9,21	8,90	9,90	8,40	8,91	183 €	172 €
dont charges financières	0,94	0,81	0,81	1,58	1,80	37 €	40 €
Epargne brute	13,15	13,57	8,67	11,81	14,77	304 €	242 €
Epargne nette	4,87	6,20	0,99	4,17	7,57	156 €	106 €
Dépenses d'équipement	16,90	15,47	21,79	20,10	22,67	466 €	456 €
Encours de dette	62,32	58,95	58,29	60,12	60,07	1 236 €	1 355 €

2 – Les orientations 2026 du budget principal

Budget principal - Recettes de fonctionnement

- ✓ La fiscalité directe :
 - La revalorisation forfaitaire des bases devrait se situer autour de 1 %.
 - La prévision de taxe foncière prendra en compte les retours à imposition après exonération.

- ✓ La fiscalité indirecte :
 - Les droits de mutation sont restés relativement stables en 2024 et 2025, une tendance similaire est anticipée pour 2026.
 - Les autres taxes devraient connaître un niveau sensiblement équivalent à celui de 2025.

2 – Les orientations 2026 du budget principal

Budget principal - Recettes de fonctionnement

- ✓ Les dotations de l'Etat :
 - La dotation forfaitaire de la DGF évoluera suivant la population et l'éligibilité ou non à l'écrêtement (pas d'écrêtement ces dernières années).
 - Hors mesures du PLF 2026, les compensations fiscales et les participations de la CAF devraient être stables.
- ✓ L'attribution de compensation sera modifiée suite au transfert de la Maison France Services à l'agglomération.
- ✓ Les produits des services évolueront notamment en fonction de l'activité et des tarifs votés.

Au total les recettes réelles de fonctionnement 2026 sont évaluées à environ 89,5 M€ (hors Route du Rhum).

2 – Les orientations 2026 du budget principal

Budget principal - Dépenses de fonctionnement

✓ Charges à caractère général :

Ces dépenses ont diminué en 2024 grâce à la baisse des tarifs de l'énergie et aux efforts de sobriété réalisés. Comme en 2025, l'objectif 2026 est de maîtriser les charges courantes en limitant leur progression aux seules hausses qui s'imposent à la collectivité (cotisations d'assurance, actualisation des marchés...).

✓ Les richesses humaines :

Les dépenses de personnel seront impactées par les mesures nationales (hausse des cotisations CNRACL estimée 543 000 €, organisation des élections...) et par les décisions propres à la ville (dispositif expérience professionnelle, Route du Rhum...). 

2 – Les orientations 2026 du budget principal

Budget principal - Dépenses de fonctionnement

- ✓ Les autres charges de gestion courante : la subvention au CCAS sera ajustée suivant les résultats estimés de l'exercice 2025. Les subventions aux associations seront globalement stables.
- ✓ Les charges financières : elles devraient connaître une légère hausse en 2026.
- ✓ La provision annuelle pour la Route du Rhum est maintenue à 500 000 € à laquelle s'ajoutera d'éventuels contentieux.

Au total les dépenses réelles de fonctionnement 2026 sont évaluées entre 84 M€ et 85 M€ (hors Route du Rhum)

2 – Les orientations 2026 du budget principal

Budget principal - L'autofinancement

(en millions d'euros)	2020	2021	2022	2023	2024	Montant 2024 / hab	moyenne strate
Epargne brute	13,15	13,57	8,67	11,81	14,77	304 €	242 €
Epargne nette	4,87	6,20	0,99	4,17	7,57	156 €	106 €

Source : Observatoire des finances et de la gestion publique locales

La croissance des recettes et la maîtrise des dépenses ont permis à l'autofinancement de retrouver un très bon niveau en 2024 avec une épargne brute et une épargne nette par habitant nettement supérieures aux moyennes de la strate.

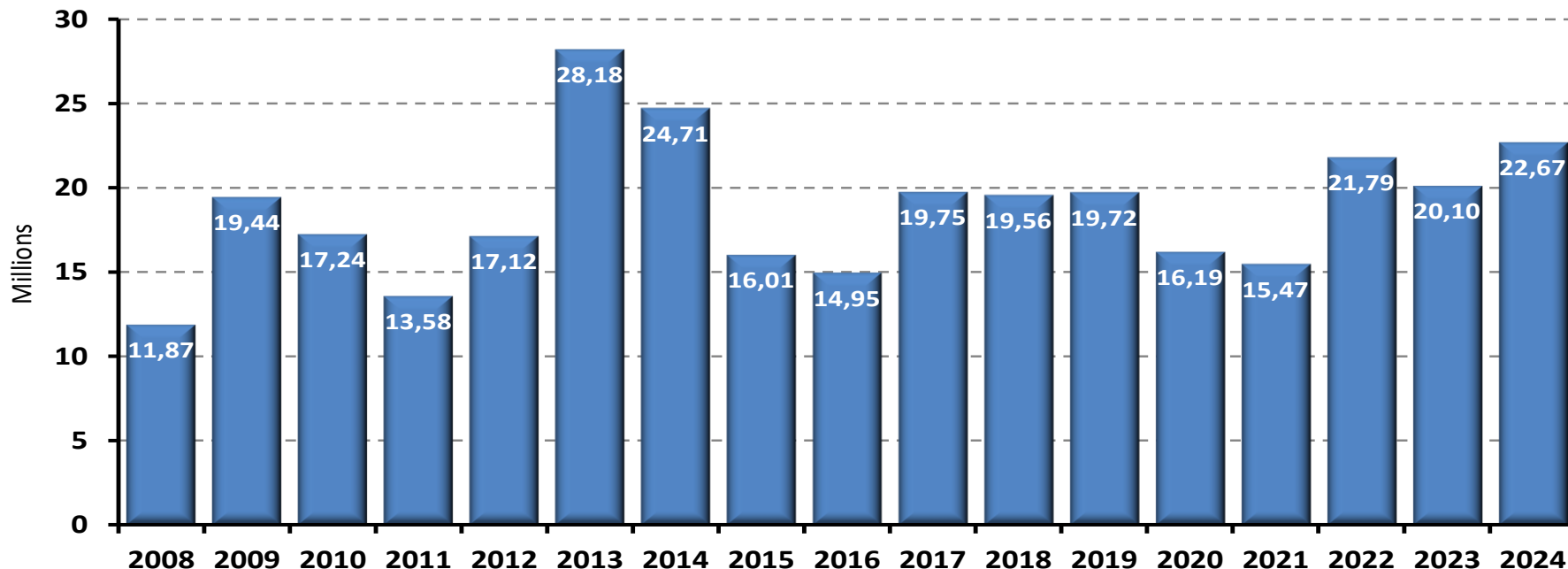
PARTIE 3

Les orientations pluriannuelles d'investissement

3 – Les orientations d'investissement

Historique des dépenses d'investissement

Evolution des dépenses d'équipement



3 – Les orientations d'investissement

Les orientations pluriannuelles 2025-2030

Sur la base des informations donc nous disposons à ce jour, nous projetons les dépenses d'investissement et leur financement sur les cinq prochaines années :

(en millions d'euros)	2025	2026	2027	2028	2029	2030
FCTVA	2,86	3,43	4,24	4,96	5,17	3,44
Emprunts	14,00	12,57	9,82	17,62	11,45	11,99
Autres recettes (subventions, cessions...)	9,10	5,25	15,75	9,20	4,95	4,30
Autofinancement	10,15	8,79	10,17	9,74	9,02	8,33
Utilisation du fonds de roulement	0,81	4,79	0,00	0,00	0,00	0,00
Total du financement de l'investissement	36,93	34,83	39,98	41,52	30,58	28,07

Dépenses d'équipement	29,80	27,30	32,76	34,45	22,95	20,00
<i>dont Musée Maritime et réserves</i>	10,29	2,30	9,80	14,45	2,95	
Autres dépenses d'investissement	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Remboursement capital de la dette	7,11	7,51	7,20	7,05	7,61	8,05
Total des dépenses réelles d'investissement	36,93	34,83	39,98	41,52	30,58	28,07

3 – Les orientations d'investissement

Les orientations pluriannuelles 2025-2030

Les principaux projets :

- ✓ Le Musée Maritime : les réserves ont été inaugurées, l'acquisition du site du nouveau musée interviendra en 2025 et les études seront menées avec pour objectif de démarrer les travaux en 2026.
- ✓ La restauration du domaine de la Briantais avec les travaux de réfection du clos et du couvert qui sont terminés et les huisseries des façades qui seront réalisées en 2026.
- ✓ Une nouvelle salle de gymnastique sur le complexe Henri Lemarié.
- ✓ Le plan vélo se poursuit sur les principaux axes de la ville, notamment sur l'axe Patton / Balue ou les quais du Val / Trichet.

3 – Les orientations d'investissement

Les orientations pluriannuelles 2025-2030

- ✓ Les travaux de voirie dont le giratoire de la RD4, les pont sur les écluses, les accès au terminal du Naye.....
- ✓ La construction d'un nouveau centre technique municipal.
- ✓ Une nouvelle salle de sports à la Découverte.
- ✓ Les travaux pour la rénovation en LED et la modulation de l'éclairage public ainsi que la rénovation énergétique des bâtiments.
- ✓ Le nouveau programme national de rénovation urbaine pour les secteurs Marville, Etrier et Alsace Poitou.
- ✓ Les opérations d'urbanisme : Rocabey, Etrier Marville, Talards, Découverte, Fontaine aux Pèlerins, Aristide Briand...
- ✓ La poursuite des travaux de rénovation dans les écoles et les crèches.
- ✓ ...

3 – Les orientations d'investissement

Les subventions d'investissement

La ville poursuivra sa politique de recherche active de subventions.

	2020	2021	2022	2023	2024
Subventions de l'Etat (y.c. DSIL)	1 088 083	1 900 655	3 041 605	1 665 811	1 983 033
Subventions Région	117 438	0	165 420	41 104	522 538
Subventions Département	55 153	0	0	0	792 385
Fonds de concours SMA	43 334	38 334	2 500	25 000	45 000
Fonds européens	65 594	16 399	1 153 972	66 445	420 150
Autres subventions et participations	394 519	375 136	166 159	197 155	190 028
Participations d'urbanisme	230 608	414 751	321 955	1 330 626	1 119 874
Répartition des amendes de police	382 465	143 500	230 605	263 083	462 353
Total subventions et participations	2 377 193	2 888 774	5 082 216	3 589 225	5 535 360

PARTIE 4

Les orientations 2026 des budgets annexes

4 – Les orientations 2026 des budgets annexes

Budget ZAC

En 2026, des aménagements, études ou acquisitions sont à prévoir pour les ZAC Lorette, Campus, Général de Gaulle et la Houssaye.

Budget Palais du Grand Large

La subvention d'équilibre de fonctionnement versée par le budget principal variera en 2026 en fonction de l'évolution des différentes parts du loyer du BEA et de la redevance du délégataire.

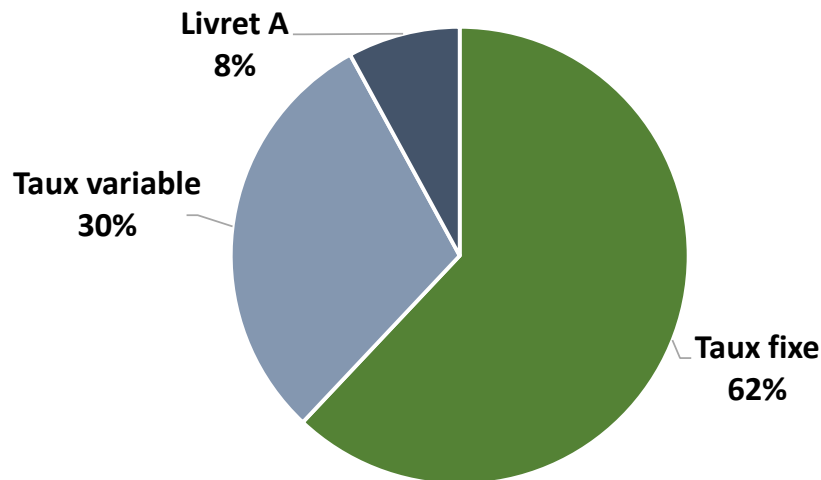
L'endettement

PARTIE 5

5 – L'endettement

Au 1^{er} janvier 2025, l'endettement de la ville se présentait ainsi :

Budget	Capital restant dû	Taux Moyen	Durée résiduelle
Budget Ville	60 070 992,73 €	2,90 %	10 ans et 3 mois
Budget Zones d'Activités	0,00 €	-	-
Budget Palais du Grand Large	9 800 629,26 €	2,10 %	19 ans et 7 mois
Total	69 871 621,99 €	2,78 %	11 ans et 6 mois



5 – L'endettement

Budget principal – évolution rétrospective de la dette

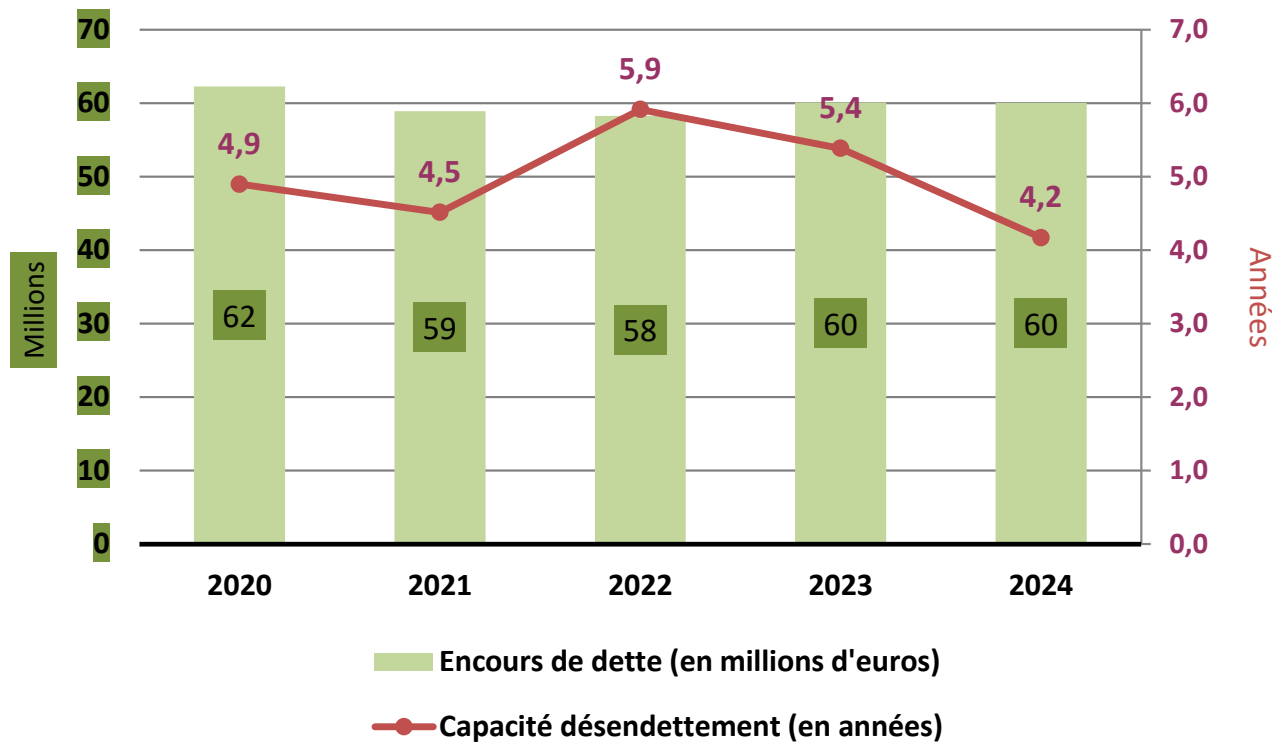
(en millions d'euros)	2020	2021	2022	2023	2024	<i>estimation 2025</i>
Encours de la dette au 31/12	62,32	58,95	58,29	60,12	60,07	66,97
Annuité de la dette (capital + intérêts)	9,21	8,18	8,46	9,21	9,00	9,02

En 2024, la dette s'élevait à 1 236 € par habitant (moyenne des communes de 50 à 100 000 habitants : 1 355 €).

5 – L'endettement

Budget principal – capacité de désendettement

Capacité de désendettement



5 – L'endettement

Budget principal – la stratégie d'endettement

La stratégie d'endettement proposée pour 2026 consiste à privilégier les emprunts classiques à faible risque, à répartir les risques en diversifiant les sources de financement et les catégories d'emprunt afin d'optimiser les frais financiers en continu.

L'objectif est de limiter les emprunts nouveaux autour de 7 M€ par an pour maintenir l'endettement, hors financement du Musée Maritime qui a nécessité un emprunt exceptionnel de 7 M€ en 2025.